

## Etat initial de l'environnement

<b>1</b>	<b>LE PATRIMOINE NATUREL.....</b>	<b>109</b>
1.1	La géographie .....	109
1.2	Les grandes caractéristiques environnementales .....	113
1.3	Éléments de définition de la Trame Vert et Bleue .....	130
1.4	Constats et enjeux .....	147
<b>2</b>	<b>LA RESSOURCE EN EAU.....</b>	<b>148</b>
2.1	Les documents de références.....	148
2.2	L'état de la ressource.....	151
2.3	L'approvisionnement et la consommation d'eau potable.....	153
2.4	Assainissement et gestion des eaux pluviales .....	157
2.5	Constats et enjeux .....	159
<b>3</b>	<b>LES RISQUES ET NUISANCES.....</b>	<b>160</b>
3.1	Les risques naturels .....	160
3.2	Les risques technologiques .....	167
3.3	Les nuisances sonores.....	177
3.4	Constats et enjeux .....	185
<b>4</b>	<b>QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET CLIMAT .....</b>	<b>186</b>
4.1	Les documents de référence .....	186
4.2	Les pollutions atmosphériques .....	187
4.3	Les ressources énergétiques .....	189
4.4	Constats et enjeux .....	191
<b>5</b>	<b>LES DECHETS ET LEUR GESTION.....</b>	<b>192</b>
5.1	Les documents de référence .....	192
5.2	Les infrastructures de traitement des déchets et leurs capacités.....	193
5.3	Constats et enjeux .....	194

## 2 LA RESSOURCE EN EAU

### 2.1 Les documents de références

#### • Le SDAGE Loire-Bretagne

*Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (Sdage) est un document de planification dans le domaine de l'eau. Il définit, pour une période de six ans (2016 – 2021), les grandes orientations pour une gestion équilibrée de la ressource en eau ainsi que les objectifs de qualité et de quantité des eaux à atteindre dans le bassin Loire-Bretagne. Il est établi en application des articles L.212-1 et suivants du code de l'environnement.*

Le PLU doit être compatible avec le SDAGE Loire-Bretagne, approuvé en 2015 

Le SDAGE Loire-Bretagne fixe comme objectif principal le retour au bon état de 61% des masses d'eau du territoire, d'ici 2021, contre 26% en 2013. 69 orientations (réparties en 14 orientations fondamentales), déclinées en dispositions, sont formulées pour atteindre cette cible.

Parmi les orientations et dispositions concernant directement le PLU, on peut citer :

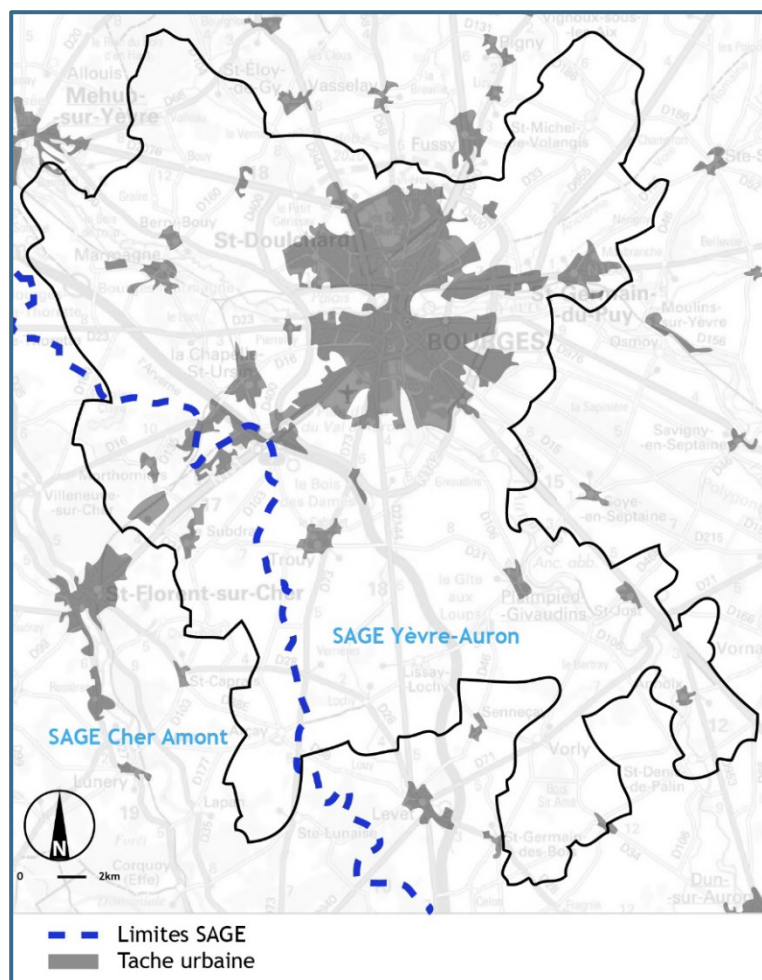
- Maîtriser les eaux pluviales par la mise en place d'une gestion intégrée (3D) :
  - Prévenir le ruissellement et la pollution des eaux pluviales dans le cadre des aménagements (3D1-), en limitant l'imperméabilisation des sols ; privilégiant si possible l'infiltration à la parcelle ; favorisant le piégeage des eaux pluviales à la parcelle, faisant appel à des aménagements de types noues enherbées ou toitures végétalisées ; réutilisant les eaux de ruissellement pour certaines activités domestiques ou industrielles ;
  - Réduire le rejet d'eaux de ruissellement dans les réseaux d'eau pluviale (3D-2), en limitant l'imperméabilisation des sols et en précisant un débit de fuite maximal (3l/S/ha pour une pluie décennale en l'absence d'étude spécifique) ;
  - Traiter la pollution des rejets d'eaux pluviales (3D-3) par la prescription de mesures spécifiques ;
- Anticiper les effets du changement climatique par une gestion équilibrée et économe de la ressource en eau (7A) ;
- Lutter contre les pollutions diffuses par les nitrates et pesticides dans les aires d'alimentations des captages (6C) : le territoire de Bourges Plus accueille 2 captages prioritaires, sur la commune de Bourges (Le Porche et Saint-Ursin) ;
- Préserver les zones humides pour pérenniser leurs fonctionnalités (8A). Le SDAGE précise que :
  - les zones humides identifiées dans les SAGE doivent être reprises dans les documents d'urbanisme, leur associant le niveau de protection adéquat. Pour les PLU, ils « incorporent dans les documents graphiques des zonages protecteurs des zones humides et, le cas échéant, précisent dans le règlement ou dans les orientations d'aménagement et de programmation, les dispositions particulières qui leur sont applicables en matière d'urbanisme. Ces dispositions tiennent compte des fonctionnalités des zones humides identifiées » ;
  - les zones humides présentant un intérêt environnemental remarquable au sens du code de l'environnement (Art. L211-3) et les zones humides stratégiques (Art. L212-5-1) sont protégées de toute destruction, même partielle, sauf pour un projet bénéficiant d'une DUP ou pour un projet d'intérêt public majeur (Art. L414-4) ;
- Préserver les zones humides dans les projets d'installation, ouvrages, travaux et activités (8B), en appliquant la doctrine « éviter, réduire, compenser ». En cas de compensation, celle-ci porte sur une surface égale à au moins 200% de la surface.

## • Les SAGE

*Le schéma d'aménagement et de gestion de l'eau (SAGE) est un outil de planification, institué par la loi sur l'eau de 1992, visant la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau. Déclinaison du SDAGE à une échelle plus locale, il vise à concilier la satisfaction et le développement des différents usages (eau potable, industrie, agriculture ...) et la protection des milieux aquatiques, en tenant compte des spécificités d'un territoire. Délimité selon des critères naturels, il concerne un bassin \* versant hydrographique ou une nappe. Il repose sur une démarche volontaire de concertation avec les acteurs locaux.*

Les PLU doivent être compatibles avec les objectifs de protection définis par les SAGE.

Le territoire de Bourges Plus est concerné par 2 SAGE.



### ➤ Le SAGE Yèvre – Auron

Le SAGE Yèvre-Auron couvre le territoire de Bourges Plus à l'exception de commune du Subdray. Et de Morthomiers et Arçay, partiellement concernés. Il a été adopté le 25 avril 2014.

Le SAGE Yèvre-Auron identifie 5 objectifs, déclinés en sous-objectifs. On peut citer :

- Utiliser efficacement, durablement et de manière économe la ressource en eau
  - Respecter les volumes prélevables définis par usage, pérenniser la gestion volumétrique de l'eau d'irrigation,
  - Optimiser les usages pour réduire les quantités d'eau utilisées et limiter les pertes,
- Optimiser l'usage AEP et reconquérir la qualité de la ressource en eau souterraine
  - Organiser la gestion de l'AEP au niveau de l'ensemble du territoire et travailler sur les usages,
  - Améliorer l'organisation et les rendements des réseaux
  - Pérenniser l'Alimentation en Eau Potable en sécurisant l'approvisionnement, en limitant les pertes et en reconquérant la qualité des eaux souterraines,
- Protéger la ressource en eau contre toute pollution de toute nature, maîtriser et diminuer cette pollution
- Reconquérir la qualité des écosystèmes aquatiques, des sites et zones humides
  - Préserver, restaurer et entretenir les berges, la ripisylve et le lit mineur des cours d'eau
  - Restaurer la continuité écologique des cours d'eau
  - Réduire l'impact des plans d'eau sur le milieu
  - Améliorer la connaissance sur les zones humides et les protéger

Le règlement du SAGE précise notamment que :

- « les propriétaires et exploitants de terrains bordant les cours d'eau doivent implanter des bandes enherbées d'une largeur minimum de 5 m sur tout le linéaire du cours d'eau. Celles-ci ne reçoivent ni fertilisants, ni produits phytosanitaires » Cette règle s'applique sur tous les cours d'eau s selon l'arrêté du Préfet du Cher n°2008-1-611 du 2 Juin 2008 et dont la liste peut évoluer chaque année ;
- « La création de nouveaux plans d'eau ainsi que l'extension des plans d'eau existants soumis à déclaration ou à autorisation en application de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature figurant au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement sont interdites sur :
  - les bassins versants classés en zone de répartition des eaux pour les eaux superficielles ;
  - les bassins versants où il existe des réservoirs biologiques ;
  - les secteurs où la densité de plans d'eau est importante, identifiés comme opposables à la création de plans d'eau sur la cartographie établie par l'autorité administrative en application de l'article 14 de la LEMA.

Sont exclus du champ d'application du présent article : les plans d'eau à usage de traitement (tels que les bassins de récupération des eaux pluviales, les lagunes) ainsi que les réserves destinées à l'irrigation remplies en période hydrologique excédentaire.

- « toute opération entraînant la disparition, d'une zone humide sera compensée par la création ou la restauration sur le même bassin versant, d'une zone humide équivalente sur le plan fonctionnel et de la qualité de la biodiversité dont la surface représentera au moins le double de la surface impactée ».

#### ➤ **Le SAGE Cher Amont**

Le SAGE Cher Amont, adopté le 20 octobre 2015 concerne 3 communes de l'Ouest du territoire : Arçay, Morthomiers et Le Subdray.

Le SAGE Cher-Amont comporte 19 objectifs. Parmi ces objectifs, on peut citer :

- Organiser la gestion des prélèvements
- Économiser l'eau
- Satisfaire l'alimentation en eau pour l'irrigation en préservant les cours d'eau à l'étiage
- Sécuriser et diversifier l'alimentation en eau potable et industrielle.
- Améliorer le fonctionnement des systèmes d'assainissement
- Atteindre le bon état écologique des masses d'eau
- Rétablir les continuités écologiques
- Limiter l'impact des plans d'eau existant sur cours d'eau
- Améliorer la connaissance, gérer et protéger les zones humides et la biodiversité.
- Réduire le risque inondation

Le SAGE invite les PLU à porter leur attention sur les éléments correspondant à :

- la protection des zones humides, en particulier celles identifiées comme porteuses d'enjeux environnementaux forts,
- la maîtrise des eaux pluviales et des ruissellements, la maîtrise des rejets des eaux résiduaires,
- la prévention des inondations,
- l'alimentation en eau potable, la protection des champs captant et des captages,
- la préservation ou la restauration des espaces de mobilité des cours d'eau.

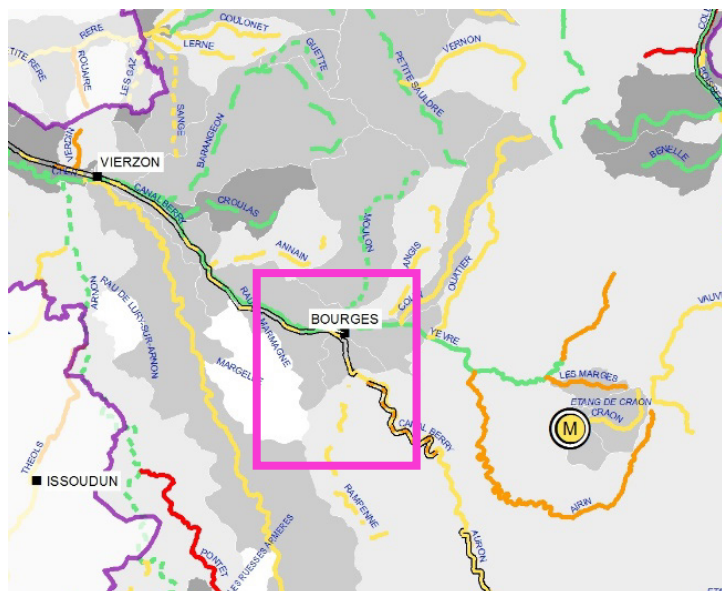
Le SAGE a par ailleurs élaboré une carte des enveloppes dans lesquelles les inventaires de terrain concernant les zones humides doivent être lancés prioritairement. Le territoire de Bourges Plus n'est pas concerné.



## Etat écologique 2013 des eaux de surface



Cours d'eau (données 2011 à 2013)  
Plans d'eau (données 2008 à 2013)  
Eaux littorales (données 2011 à 2013)



## Bassin Loire-Bretagne

Département : CHER

### Etat ou potentiel écologique et niveau de confiance de l'état

#### Cours d'eau

Etat	Très bon	Bon	Moyen	Médiocre	Mauvais	Niveau de confiance de l'état
	Très bon	Bon	Moyen	Médiocre	Mauvais	Élevé
	Très bon	Bon	Moyen	Médiocre	Mauvais	Moyen
	Très bon	Bon	Moyen	Médiocre	Mauvais	Faible

#### Plans d'eau, estuaires et eaux côtières

Niveau de confiance de l'état	Etat ou potentiel écologique
Élevé	Très bon
Moyen	Bon
Faible	Moyen
	Médiocre
	Mauvais
	Information non disponible

MEFM MEA	MEFM MEA
MEN	Masse d'eau surfacique

#### Echéances des objectifs

2015
2021
2027
objectif moins strict
villes principales
limite départementale

©BD CarThAgE Loire-Bretagne 2010 - DEP - 06/11/2015  
Agence de l'eau Loire Bretagne

## • Les eaux souterraines

Bourges Plus repose sur 3 masses d'eau souterraines

### Synthèse de l'état chimique des masses d'eau souterraines (SDAGE Loire-Bretagne)

		2011	2013	2011	2013	2011	2013	2011	2013	2011	2013
Code de la masse d'eau	Nom de la masse d'eau	Etat chimique	Paramètre nitrate	Paramètre pesticides	Paramètre déclassant de l'état chimique	Etat quantitatif de la masse d'eau					
FRGG109	Alluvions Cher										
FRGG076	Calcaires et marnes du Jurassique supérieur du BV du Cher				nitrates ; pesticides						
FRGG077	Calcaires et marnes du Jurassique supérieur du BV de Yèvre/Auron				nitrates (AEP)						
					Bon état						
					médiocre						

Seule la masse d'eau des alluvions du Cher est considérée comme étant dans un bon état chimique. Les autres, situées dans la Champagne Berrichonne, sont de qualité médiocre. La principale cause de pollution provient des nitrates, généralement liée à l'agriculture intensive.

Au Sud-Ouest du territoire, l'objectif est d'atteindre le bon état écologique de la masse d'ici 2027. À l'Ouest, l'objectif est fixé à 2021.

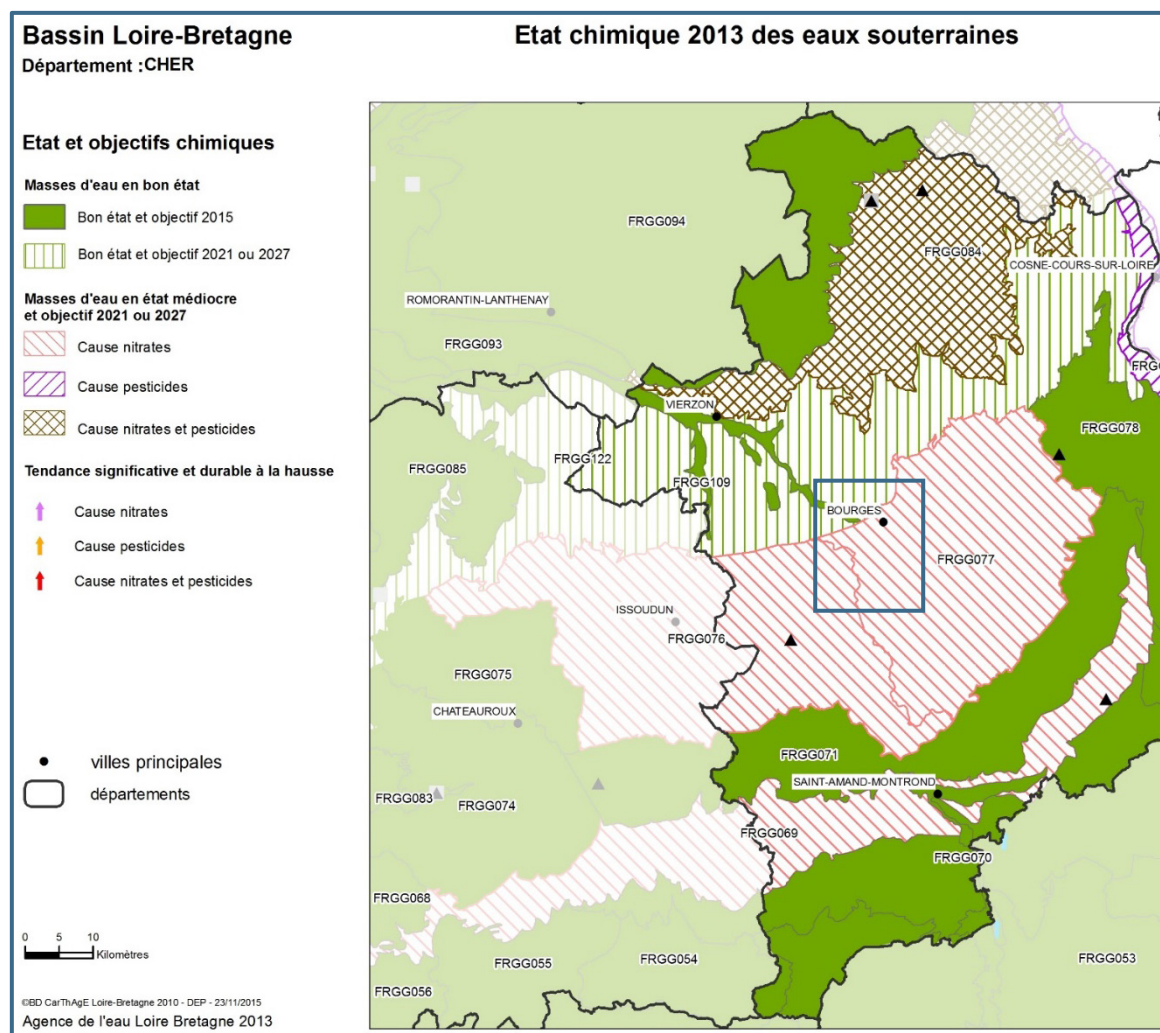


Notons également que la masse des calcaires et marnes du jurassique supérieur du bassin versant Yèvre/Auron, celle qui couvre la plus grande partie du territoire, subit des pressions d'ordre quantitatives. L'objectif est d'atteindre le bon état quantitatif à l'horizon 2027.



Les communes de Bourges Plus sont d'ailleurs classées en zones de répartition des eaux par arrêté préfectoral du 23 février 2006. Ce classement vise à mieux contrôler les prélèvements d'eau, afin de restaurer l'équilibre entre la ressource et les prélèvements. Tout prélèvement est soumis à autorisation dès lors qu'il dépasse une capacité de 8m<sup>3</sup>/h et à déclaration s'il sa capacité est inférieure. Aucun nouveau prélèvement ne pourra être autorisé dans cette zone, sauf pour motif d'intérêt général, tant qu'un meilleur équilibre n'aura pas été durablement restauré entre les ressources en eau et les usages.

Néanmoins, les autorisations de prélèvement maximales sont loin d'être atteinte (cf. 2.3)



## 2.3 L'approvisionnement et la consommation d'eau potable

### • Les infrastructures de productions

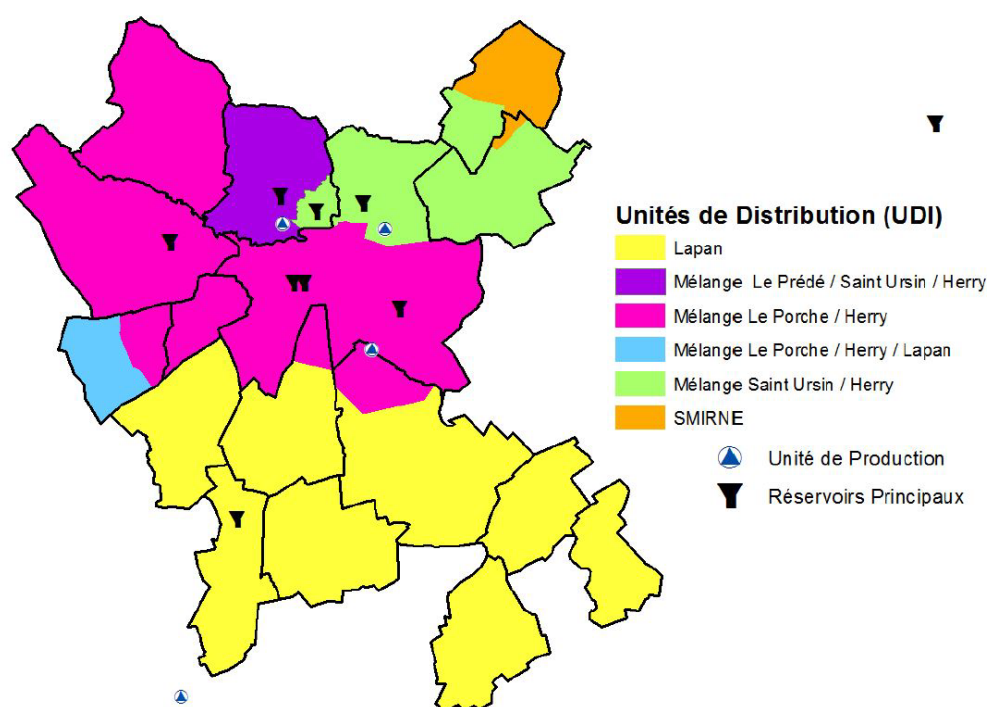
Pour assurer la production d'eau potable, la communauté d'agglomération dispose de 4 champs captant :

- Saint-Ursin et le Porche situés sur la commune de Bourges,
- Le Prédé sur la commune de Saint-Doulchard,
- une adduction de la Loire acheminant l'eau en provenance de Herry.

L'alimentation du territoire est également assurée grâce à deux conventions d'achat : l'une avec le Syndicat Mixte Eau et Assainissement de Lapan (SMEAL), exploitant la nappe alluviale du Cher à Lapan, et l'autre avec le Syndicat Mixte pour l'Intercommunalité des Réseaux d'alimentation en eau potable situés au Nord-Est de Bourges (SMIRNE), dont l'eau résulte d'un mélange de ressources provenant de l'aquifère au Près Gouère et de la nappe alluviale de la Loire à l'Ile Boyard.



### Unités de distribution du territoire intercommunal (RPQS de l'eau 2016 – Bourges Plus)



#### • Les captages et leur protection

Bourges Plus accueille 3 captages d'eau destinés à la consommation humaine

#### Les captages du territoire (PAC)

Commune du captage	Nom du captage	Périmètre de protection défini par une DUP	Date de la DUP	Procédure de mise en place des PPC en cours
Bourges	Saint-Ursin	NON	-	Oui
Bourges	Le Porche	OUI	24/07/2001	Oui (révision en cours)
Saint-Doulchard	Le Prédé	OUI	27/02/2001	NON

Les captages sont concernés par 3 types de périmètres de protection :

- Le périmètre de protection immédiate : site de captage clôturé (sauf dérogation) appartenant à une collectivité publique, dans la majorité des cas. Toutes les activités y sont interdites hormis celles relatives à l'exploitation et à l'entretien de l'ouvrage de prélèvement de l'eau et au périmètre lui-même. Son objectif est d'empêcher la détérioration des ouvrages et d'éviter le déversement de substances polluantes à proximité immédiate du captage.
- Le périmètre de protection rapprochée : secteur plus vaste (en général quelques hectares) pour lequel toute activité susceptible de provoquer une pollution y est interdite ou est soumise à prescription particulière (construction, dépôts, rejets ...). Son objectif est de prévenir la migration des polluants vers l'ouvrage de captage.
- Le périmètre de protection éloignée : facultatif, ce périmètre est créé si certaines activités sont susceptibles d'être à l'origine de pollutions importantes. Ce secteur correspond généralement à la zone d'alimentation du point de captage, voire à l'ensemble du bassin versant.

L'arrêté préfectoral d'autorisation de prélèvement et d'institution des périmètres de protection fixe les servitudes de protection opposables au tiers par déclaration d'utilité publique (DUP).

Pour Le Porche, les études de protection du milieu sont déjà largement avancées. Des essais d'étanchéité de la canalisation de refoulement du poste de refoulement de la ZAC du Porche sont testés positivement tous les 3 ans (28/10/2011 – 29/07/2014).

Le champ captant de Saint-Ursin ne bénéficie pas encore des autorisations de prélèvement ni des périmètres de protection. En séance du 29 juin 2009, le Conseil Communautaire de Bourges Plus a toutefois délibéré, sur la nécessité d'établir les périmètres de protection du champ captant de Saint-Ursin. Le Préfet a désigné un hydrogéologue agréé, afin qu'il étudie les possibilités de protection du champ captant. L'hydrogéologue a rendu son avis en décembre 2010. Dès 2011, Bourges Plus a engagé les démarches administratives nécessaires à l'obtention de l'arrêté de Déclaration d'Utilité Publique. Le dossier technique est en cours de finalisation.

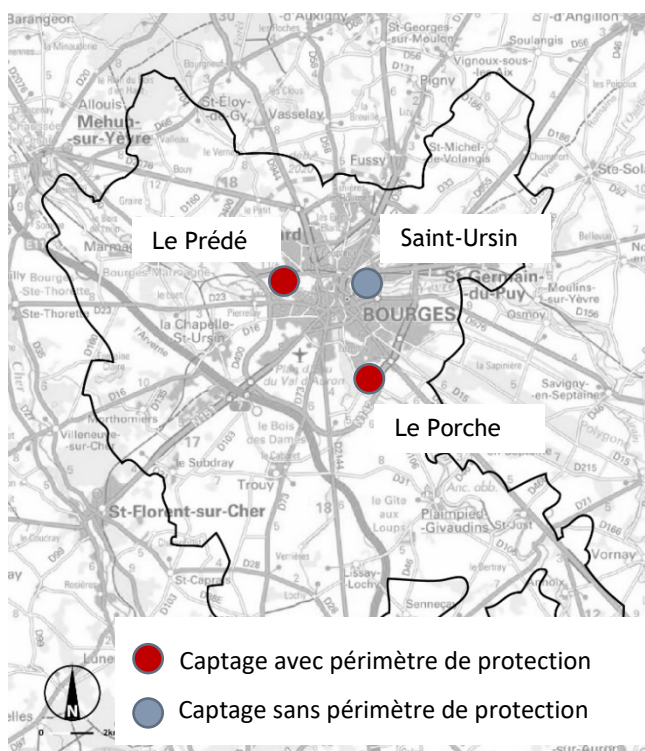
Le champ captant du Prédé bénéficie d'une autorisation de prélèvement d'eau dans le milieu naturel et la plupart des prescriptions sont respectées.

Concernant le champ captant d'Herry (hors territoire), l'ensemble des prescriptions de travaux a été réalisé. Les études de suivi de l'application de l'arrêté sont en cours, notamment l'étude d'incidence hydraulique, faunistique et floristique pour une durée de 10 ans.

Notons que les captages de Saint-Ursin et du Porche sont identifiés comme captage prioritaire par le SDAGE Loire-Bretagne. Cette situation est liée à la question des pollutions par les nitrates expliquée ci-avant. Ils sont prioritaires pour bénéficier des mesures définies par le SDAGE et les SAGE

#### ***Les captages du territoire (ARS)***

#### ***Les périmètres de protection des captages (ARS)***



### • La qualité de l'eau distribuée

En 2016, 190 prélèvements ont été effectués afin de tester les paramètres microbiologiques. Tous se sont révélés conformes. Il en est de même pour les analyses physico-chimiques.

Concernant la concentration de nitrates, les limites de qualité applicables aux eaux brutes ne sont pas dépassées, mais il apparaît que les forages du Porche (N°1,2 et 3) sont les plus altérés et ne peuvent être utilisés seuls pour l'alimentation en eau potable. Le mélange des eaux issues des différents points de captage permet cependant de couvrir quantitativement les besoins en eau et de respecter les normes sur les nitrates.

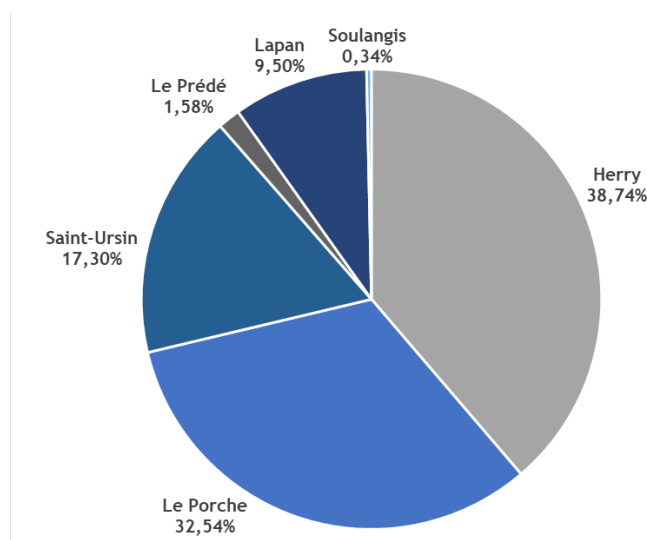
### • Bilan consommation/ressources disponibles

La couverture des besoins en eau est assurée au moyen des prélèvements dans les champs captant d'Herry (2 548 366 m<sup>3</sup>), le Porche (2 140 869 m<sup>3</sup>), Saint-Ursin (1 138 021 m<sup>3</sup>), le Prédé (103 783 m<sup>3</sup>), auxquels s'ajoutent des importations en provenance de la commune de Lapan (625 074 m<sup>3</sup>) et de la commune de Soulangis (22 448 m<sup>3</sup>) soit un total de 647 522 m<sup>3</sup>.

273 093 m<sup>3</sup> sont exportés vers les communes de Fussy, Moulin-sur-Yèvre et la communauté de communes de FerCher-Pays Florentais.

Par ailleurs, le rendement ressort à 84,64% ce qui représente une augmentation significative par rapport aux années précédentes. Cette progression s'explique notamment par une recherche systématique de fuites et une climatologie hivernale douce n'ayant pas engendré de problèmes particuliers sur le réseau

#### **Répartition des prélèvements destinés à l'eau potable (RPQS de l'eau 2016 – Bourges Plus)**



Les quantités d'eau effectivement prélevées pour assurer l'alimentation en eau potable de la population de Bourges Plus sont très largement inférieures aux prélèvements autorisés par arrêté préfectoral. Elles ont même tendance à diminuer (-17% entre 2012 et 2016), ce qui s'explique en partie par la baisse de la population, mais surtout par l'amélioration du rendement des réseaux.

#### **Évaluation de la sollicitation de la ressource en eau du territoire (RPQS de l'eau 2016 – Bourges Plus)**

Captage	Prélèvement annuel (m3)	moyenne journalière (m3)	autorisation de prélèvement	sollicitation de la ressource
Herry	2 548 366	6 982	24 000	29%
Le Porche	2 140 869	5 865	40 000	15%
Saint-Ursin	1 138 021	3 118	N.C	N.C
Le Prédé	103 783	284	2 500	11%
<b>Total</b>	<b>5 931 039</b>	<b>16 249</b>	<b>66 500</b>	<b>24%</b>



### Évolution des prélèvements et de la consommation d'eau potable (RPQS de l'eau– Bourges Plus)

	2012	2013	2014	2015	2016
Prélèvement (m3/an)	7 149 847	6 700 251	6 146 774	6 037 054	5 931 039
consommation (l/j/hbt.))	153	149	149	150	144

L'alimentation en eau potable du territoire exerce une pression très faible sur la ressource en eau. La qualité sanitaire de l'eau étant garantie au moyen d'une dilution, le facteur limitant du prélèvement est l'altération de la ressource.

## 2.4 Assainissement et gestion des eaux pluviales

La compétence assainissement est exercée en régie sur les communes d'Annoix, Arçay, Berry-Bouy, Bourges, La-Chapelle-Saint-Ursin, Le Subdray, Marmagne, Morthomiers, Saint-Germain-du-Puy, Saint-Doulchard, Saint-Just, Saint-Michel-de-Volangis et Trouy.

### Abonnés desservis par commune (RPQS de l'assainissement 2015 – Bourges Plus)

Commune	Nombre d'abonnés		
	Assainissement collectif	Assainissement non collectif	Total
Annoix	0	126	123
Arçay	0	214	214
Berry-Bouy	266	250	516
Bourges	21 109	180	21 889
La Chapelle Saint-Ursin	1 622	11	1 633
Le Subdray	25	369	394
Lissay-Lochy	0	73	73
Marmagne	793	131	924
Morthomiers	331	32	363
Plaimpied-Givaudins	565	261	826
Saint-Doulchard	3 978	105	4 083
Saint-Germain du Puy	2 099	388	2 487
Saint-Just	0	292	292
Saint-Michel de Volangis	0	181	181
Troy	1 492	213	1 705
Vorly	0	107	104
<b>TOTAL</b>	<b>32 280</b>	<b>3 533</b>	<b>35 813</b>

### • L'état des installations d'épuration d'eau du territoire

En 2015, on comptait 7 stations d'épuration sur le territoire intercommunal.

La station d'épuration de Trouy, non conforme en 2015, n'est plus active. La commune s'est depuis dotée d'un système de transferts d'effluents vers la station d'épuration de Bourges, tout comme les communes de La Chapelle Saint-Ursin et le Subdray. Cette station doit laisser place à un nouvel équipement à l'horizon 2018-2019, d'une capacité de 140 000 EVH.

**Synthèse du fonctionnement des installations d'épuration (<http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr>, consulté le 12.07.2017, et RPQS de l'assainissement 2015 – Bourges Plus)**

Station	Année de mise en service	Communes concernées	population concernée (EH)	Capacité nominale (EH)	débit de référence (m3/j)	Débit entrant moyen (m3/j)	
						2015	moy. 2011-2015
Berry-Bouy	1995	Berry-Bouy	665	1 000	200	80	86
Bourges Saint-Sulpice	1988	Bourges La Chapelle Saint-Ursin Saint-Doulchard Le Subdray Trouy Nord	91 517	105 000	22 000	14 533	14 353
Marmagne	1975	Marmagne	1 194	1 750	550	564	600
Morthomiers	1979	Morthomiers	1 203	630	115	115	144
Plaimpied-Givaudins	2009	Plaimpied-Givaudins	1 271	1 500	225	152	138
Saint-Germain du Puy	1992	Saint-Germain du Puy	4 814	9 830	1 705	508	537
Trouy	1994	Trouy Bourg	N.C	1 350	275	177	N.C

La station d'épuration de Morthomiers se trouve en situation de surcharge chronique et est donc classée non conforme. La commune doit prochainement être raccordée à la station d'épuration centrale de Bourges Plus.

Les autres installations du territoire sont jugées conformes en équipements, ainsi qu'en performance épuratoire.

Aujourd'hui, le taux de desserte par les réseaux de collecte des eaux usées est estimé à 95% par Bourges Plus.

Au global, le territoire dispose de capacités épuratoires suffisantes, qui permettent d'envisager son développement.

#### • *Les modes de gestion individuels et alternatifs*

Les communes d'Annoix, Arçay, Lissay-Lochy, Saint-Just, Saint-Michel-de-Volangis et Vorly ne disposent pas d'assainissement collectif. Le Service d'Assainissement Non Collectif (SPANC) mis en place par la communauté d'agglomération a pour mission le contrôle du fonctionnement de ces installations.

En 2015, on comptait au total environ 3 500 installations d'assainissement non collectif sur le territoire intercommunal :

- 52% des installations contrôlées ne présentaient pas de nuisance pour l'environnement ou la salubrité publique.
- 27 % des installations contrôlées présentaient une nuisance potentielle pour l'environnement t/ou la salubrité et nécessitent des travaux d'amélioration (mauvaise configuration des installations, sous-dimensionnement, absence d'entretien...) ;
- 21 % des installations contrôlées présentaient d'importantes nuisances pour l'environnement et/ou la salubrité et nécessitent des travaux de réhabilitation (infiltration en puisard, écoulement d'eaux usées non traitées par voie superficielle...).

## 2.5 Constats et enjeux

Atouts/opportunités	Points de fragilité/vigilance
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ressource en eau abondante et peu sollicitée</li> <li>• Eau potable de bonne qualité</li> <li>• Système d’assainissement collectif globalement suffisant pour assurer le développement démographique</li> <li>• Territoire entièrement couvert par des SAGE</li> <li>• Nouvelle STEP en projet à Bourges</li> <li>• Procédure de protection des captages en cours d’élaboration ou de révision</li> <li>• Regroupement et rationalisation des équipements d’assainissement collectif</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Masses d’eau souterraines de qualité médiocre, du fait d’un taux de nitrate important</li> <li>• Nécessité d’importer de l’eau depuis l’extérieur du territoire</li> <li>• Perte de population</li> <li>• Station d’épuration de Morthomiers en situation de surcharge</li> <li>• Rejets des assainissements non collectifs médiocres</li> <li>• Pollution des cours d’eau si développement trop fort des ANC non conformes</li> </ul>
Les grands enjeux	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Améliorer la qualité des masses d’eau souterraine et de surface</li> <li>• Veiller à une adéquation entre les capacités des réseaux et la population desservie</li> <li>• Maintenir la qualité de l’eau distribuée</li> <li>• S’inscrire dans les orientations des SAGEs</li> <li>• Limiter le recours aux systèmes d’assainissement non collectif</li> </ul>	